

À propos de l'exequatur des jugements entre la France et les États-Unis

Kenneth WEISSBERG
Avocat au Barreau de Paris

Un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 12 septembre 2002 (1) confirmant un jugement d'exequatur (2) d'une décision du Tribunal fédéral de Miami (Floride) (3), rappelle les quatre conditions requises par la Jurisprudence constante de l'arrêt Bachir (4).

Cet arrêt présente l'intérêt de rejeter l'exception soulevée par le défendeur français tirée des articles 14 et 15 du Code civil, au motif que celui-ci s'est volontairement soumis à la procédure d'interrogatoire de la procédure civile américaine dite des « dépositions ».

Certains détracteurs de ces dispositions nationalistes de notre droit civil répandent la rumeur qu'elle sont tombées en désuétude et qu'elles ne font plus partie de notre droit positif. Or il n'en est rien. Le défendeur français qui entend résister à l'exécution d'une décision prise contre lui aux U.S.A. sera bien avisé de ne pas se soumettre sans réserves à une procédure d'enquête américaine, qu'elle soit ou non conduite aux États-Unis.

La procédure d'exequatur française diffère selon que l'on se trouve en présence d'un exequatur de droit commun, c'est-à-dire en dehors de toute convention internationale ou d'un exequatur simplifié sur requête régi par le droit communautaire. Dans la procédure de droit commun, les articles 14 et 15 du Code civil constituent une défense efficace. Dans la procédure communautaire, cette défense ne subsiste que dans les affaires civiles et commerciales qui sont exclues du champ d'application de la Convention de Bruxelles.

La procédure américaine ne connaît pas le même obstacle à l'exécution des jugements étrangers, car il n'existe pas d'équivalent aux articles 14 et 15 du Code civil dans le droit procédurier américain. Cependant, il existe une défense qui peut être efficace selon les circonstances, tirée du défaut de réciprocité dans le pays d'où provient la décision, dont l'exequatur est requis aux États-Unis. Or, en raison de l'existence de ce privilège de juridiction dans notre droit civil, l'argument pourrait prospérer devant les juridictions américaines, qu'un juge-

ment américain prononcé contre un français ne serait pas honoré en France, en raison du refus du défendeur de se soumettre à la juridiction américaine en invoquant son privilège de juridiction et que par conséquent, faute de réciprocité, un jugement français condamnant un américain ne peut être exequaturé aux États-Unis.

Ce problème mérite que l'on compare l'évolution des deux systèmes.

I. RAPPEL DES RÈGLES RÉGISSANT L'EXEQUATUR EN FRANCE

a - L'exequatur de droit commun

L'article 509 du nouveau Code de procédure civile pose le principe du caractère exécutoire en France des décisions étrangères sous réserve du respect des règles légales françaises.

Il est de principe que le juge de l'exequatur n'est jamais un juge du fond, il n'a donc pas vocation à rejurer les faits qui ont donné lieu au jugement.

Il doit cependant s'assurer :

- a - de la compétence internationale du juge étranger qui a rendu la décision afin d'éviter les dangers de forum shopping international ;
- b - de la régularité de la procédure suivie devant la juridiction étrangère mais uniquement par rapport à l'ordre public international français et au respect des droits de la défense ;
- c - de l'application de la loi compétente d'après les règles françaises de conflit ;
- d - de l'absence de toute fraude à la loi française.

Le juge de l'exequatur peut rendre un exequatur partiel ou total du jugement qui lui est soumis.

Si le défendeur français se prévaut des articles 14 et 15 du Code civil, il peut en principe s'opposer à l'exequatur du jugement étranger, à condition de n'avoir pas renoncé à soulever ce moyen, en comparissant volontairement dans la procédure étrangère.

b - L'exequatur de droit communautaire

En présence d'une demande d'exequatur d'un jugement émanant d'une juridiction d'un État membre de l'Union européenne, c'est la Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968, qui s'applique pour les matières civiles et commerciales (à l'exclusion des matières fiscales, douanières et administratives).

(1) C. Paris (1^{re} ch. C), 12 septembre 2002, sous la présidence de M^{me}. Pascal, François Arpels c/ Sté Commodore Aviation INC., R.G. n° 2001/109465, inédit. La Cour d'appel se fonde sur l'article 509 du nouveau Code de procédure civile et confirme les quatre conditions nécessaires à l'exequatur d'un jugement étranger en France.

(2) Trib. gr. inst. Paris (1^{re} Ch., 1^{re} sect.), 24 janvier 2001.

(3) Tribunal fédéral de 1^{re} instance, district sud de Floride, division Miami, 16 septembre 1999.

(4) Cass. civ., 4 octobre 1967, Rev. cr. dr. int. pr., 1968. 98, note P. Lagarde ; D. 1968. 95, note Mezger ; J.C.P. 1968. II. 15634, note Sialelli ; Clunet, 1969. 102, note Goldman.

Son article 3 écarte l'application des articles 14 et 15 du Code civil (pour la France ou équivalent à l'étranger) entre les ressortissants des états signataires.

Sont cependant exclues du champ d'application de la Convention (article 1^{er}) :

- l'état et la capacité des personnes physiques, les régimes matrimoniaux, les testaments et successions ;
- les faillites, concordats et autres procédures collectives analogues ;
- les affaires de sécurité sociale ;
- les sentences arbitrales.

Pour ces matières, exclues du champ d'application de la Convention de Bruxelles, c'est le droit commun qui doit être appliqué à l'exception des sentences arbitrales qui suivent une procédure particulière. Par conséquent, les articles 14 et 15 trouvent toujours à s'appliquer dans ces matières.

Afin que la procédure d'exequatur aboutisse favorablement et donc que le jugement pour lequel l'exequatur est demandé puisse être exécuté dans le pays souhaité, il convient de s'assurer que les conditions suivantes sont réunies dès l'introduction de la procédure principale devant conduire à l'obtention du jugement :

- respecter scrupuleusement l'ordre public de l'État dans lequel le jugement est sollicité ainsi que l'ordre public de l'État où l'exequatur sera recherché ;
- faire signifier ou notifier au défendeur l'acte introductif d'instance, régulièrement et en temps utile et en conserver la preuve au dossier ;
- veiller à ce que le jugement ne soit pas inconciliable avec une décision rendue entre les mêmes parties dans l'État dans lequel l'exequatur est demandé ou dans un autre État dans un litige ayant le même objet et la même cause ;
- s'assurer que le défendeur, dans les affaires civiles et de faillite, qui n'entrent pas dans le champ d'application de la Convention de Bruxelles, se soit défendu sans soulever l'exception des articles 14 et 15 du Code civil (ou son équivalent dans les autres pays de l'Union européenne).

Une fois vérifié que ces conditions sont réunies, il convient de suivre la procédure simplifiée des articles 32 et suivants de la Convention de Bruxelles :

- la demande d'exequatur doit être formulée sur requête présentée au Président du Tribunal de grande instance du domicile de la partie contre laquelle l'exécution est demandée, et à défaut du lieu de l'exécution qui doit être indiqué dans la requête ;
- le Président statue à bref délai, sans que des observations puissent être présentées par la partie contre laquelle l'exécution est demandée ;

- une décision est rendue sur requête susceptible d'appel. La procédure devient alors contradictoire et la décision de la Cour d'appel est susceptible de faire l'objet d'un pourvoi en cassation.

II. L'EXEQUATUR D'UN JUGEMENT FRANÇAIS AUX ÉTATS-UNIS

Il n'existe aucune convention portant sur l'exécution des jugements entre la France et les U.S.A. qui cependant accordent facilement l'exequatur aux jugements français selon les règles de *comity* en particulier lorsqu'il s'agit de jugements portant condamnation à des sommes d'argent.

En effet, la loi uniforme de reconnaissance des jugements monétaires (*Uniform Foreign Money-Judgments Recognition Act*) a été adoptée dans de nombreux états américains, et même dans ceux qui ne l'ont pas adoptée, les tribunaux appliquent généralement cette procédure d'exequatur simplifiée semblable à celle de la Convention de Bruxelles ;

La procédure d'exequatur (domestication of a foreign judgement) simplifiée consiste à faire inscription du jugement étranger au greffe du Tribunal compétent et l'on signifie l'avis d'inscription au débiteur qui dispose alors d'un délai relativement bref pour faire opposition. Dans ce cas s'ouvre une procédure contradictoire où le juge vérifie les conditions de régularité suivantes :

- 1 - Le jugement étranger est définitif.
- 2 - Le jugement a été rendu par un tribunal impartial ou selon les exigences prévues par la Constitution américaine en matière de sauvegarde des libertés individuelles (due *process of law*), étant précisé que toutes les exigences édictées par la constitution ne sont pas nécessairement reprises par la Jurisprudence. Ainsi l'argument que le procès étranger n'a pas été soumis à un jury, alors que la constitution américaine en fait un droit fondamental, ne saurait prospérer ⁽⁵⁾.
- 3 - Le tribunal étranger était compétent à l'égard de la personne du défendeur.
- 4 - Le défendeur a été informé de la procédure du jugement étranger dans un délai raisonnable afin de lui permettre d'être à même d'assurer sa défense.
- 5 - Le jugement n'a pas été obtenu par fraude.
- 6 - L'objet de l'action en justice ou de la demande en réparation du préjudice sur lesquels se base le jugement sont conformes à l'ordre public de l'État.
- 7 - Le jugement n'entre pas en conflit avec un autre jugement définitif.
- 8 - Le tribunal étranger ayant rendu le jugement

(5) V. l'arrêt de la Cour suprême *Hilton c/ Guyot* de 1885 reconnaissant la validité au regard des règles américaines d'ordre public, d'un jugement émanant du Tribunal de commerce de la Seine en matière de faillite.

reconnaîtrait une décision similaire rendue dans l'État où l'exequatur est demandé.

En pratique il conviendra de produire à l'appui du mémoire en demande d'exequatur, un certificat de coutume (*affidavit*) émanant d'un avocat du pays étranger pouvant attester que lesdites conditions de validité sont réunies.

Sur le dernier point de la réciprocité, qui a été posé par la Cour suprême des États-Unis comme l'un des principes de « Comity », celui-ci n'est plus requis dans la plupart des états, de sorte qu'il est souvent plus facile pour un plaideur victorieux de faire reconnaître aux États-Unis un jugement obtenu dans son pays, qu'à l'inverse pour une partie gagnante de faire exécuter à l'étranger un jugement obtenu aux États-Unis. Reste cependant le problème évoqué plus haut de la non réciprocité au regard des articles 14 et 15 du Code civil.

Précisions que les jugements correctionnels fran-

çais comportant des condamnations civiles à l'encontre de citoyens français partis s'établir aux États-Unis, sont régulièrement exequaturés dans plusieurs états américains (6).

Le praticien des procédures d'exequatur entre la France et les États-Unis aura intérêt à suivre l'évolution des travaux portant sur la convention de la Haye sur la compétence et les jugements en matière civile et commerciale actuellement en cours d'élaboration (7).

Cette convention pourrait aboutir à une modification des pratiques judiciaires en matière d'exécution des jugements entre la France et les États-Unis.

(6) *Gibsonia Invest c. Alexandre Byron Exarcos*. Circuit Court of the 11th Judicial Circuit, Miami, Florida, March 30th 1999.

(7) V. <http://www.hcch.net/e/conventions/draft36.html>